

Dans la nuit du 23 au 24 juillet 1961, la ville de Metz a été le théâtre d'un épisode tragique et encore trop largement ignoré de notre histoire.

Ce soir-là, après une rixe des tirs faisant 4 morts, survenue au dancing Le Trianon, à Montigny-lès-Metz, entre des parachutistes et des algériens, près de 400 militaires du 1er régiment de chasseurs parachutistes se lancent dans une expédition punitive d'une extrême violence. De la gare SNCF au quartier populaire du Pontiffroy, une véritable chasse à l'homme s'abat sur les Algériens vivant à Metz.

Le bilan officiel fait état de quatre morts et vingt-sept blessés. Mais les témoignages d'époque évoquent davantage de victimes, passées sous silence. Un marchand ambulant est même jeté dans la Moselle depuis le pont Saint-Georges. Cet épisode, que l'on appelle désormais la "nuit des paras", est resté enfoui, ignoré, nié pendant des années.

Aucune plaque, aucun hommage public, aucun mot d'État.
C'est contre ce silence que nous avons fondé le Collectif Juillet 1961, ici à Metz.

Un collectif indépendant, né non pas d'un esprit de revanche, mais d'un besoin de justice, de vérité et de transmission.

Nous refusons que des pans entiers de notre histoire commune soient relégués à la marge, ou traités comme des détails secondaires. Car le silence n'efface pas les blessures : il les creuse.

Le collectif Juillet 1961 travaille pour une mémoire juste, plurielle, partagée. Et c'est aussi au nom de cette exigence que nous nous associons aujourd'hui pleinement à la plainte des habitantes et habitants de Toul, qui demandent le retrait de la statue de Marcel Bigeard.

Ce que nous dénonçons, ce n'est pas simplement une statue, un nom gravé dans la pierre. Ce que nous dénonçons, c'est le vacarme d'un hommage imposé, face à des décennies de silence.

Un hommage en tenue militaire. Ce n'est pas "trop de mémoire", c'est trop peu de mémoire pour certains, et trop d'indifférence pour d'autres.

Ériger une statue de Bigeard, c'est envoyer un message politique : celui de l'oubli organisé, de l'impunité glorifiée. Marcel Bigeard a incarné une doctrine militaire liée à la torture, au mépris des droits humains, à une guerre menée contre des populations civiles.

Ce n'est pas seulement un affront pour les Algériens ou leurs descendants. C'est une offense pour toutes les victimes de la torture, y compris pour les appelés du contingent français traumatisés par ce qu'ils ont vu ou fait.

C'est une offense pour toute personne attachée aux principes de droit et à la dignité humaine. L'histoire entre la France et l'Algérie ne se résume pas à la guerre et à la douleur.

C'est aussi une histoire de rencontres, d'influences, de familles mêlées.

Mais pour avancer, encore faut-il regarder l'ombre pour mieux comprendre la lumière.

La mémoire ne doit pas être une arme, ni un prétexte pour diviser. Il n'y a pas une mémoire, il y a des mémoires. Elle doit être un espace de justice et de reconnaissance.

Nous appelons donc à ce que la statue de Bigeard soit retirée.

Non pas pour effacer l'histoire, mais pour rendre audible ce que l'histoire officielle continue d'étouffer.

Nous n'attendons pas des gestes symboliques isolés. Nous attendons des actes de courage politique, de vérité partagée, et de reconnaissance sincère. Et c'est cela, profondément, le sens de notre engagement.